

**Haine en ligne : adopter une approche
intersectionnelle**

**Mémoire présenté au Comité permanent de la justice et des
droits de la personne**

YWCA Canada
10 mai 2019

Anjum Sultana
Directrice, Politique et communications stratégiques
YWCA Canada

aux soins d'YWCA Canada
104, rue Edward, Toronto (Ontario) M5G 0A7 Canada
Téléphone : 416-962-8881, poste 224 | Courriel : asultana@ywcacanada.ca
Facebook : www.facebook.com/ywcacanada | Twitter : www.twitter.com/ywca_canada
Site Web : www.ywcacanada.ca

À propos d'YWCA Canada

YWCA Canada est le plus ancien et le plus grand organisme multiservice destiné aux femmes du pays, avec 32 associations membres réparties dans l'ensemble du pays et donnant des services aux femmes et aux filles dans 9 provinces et 2 territoires. Chaque année, nous travaillons dans plus de 300 communautés et appuyons plus de 330 000 femmes, filles et leurs familles.

Haine en ligne : adopter une approche intersectionnelle

Contexte

YWCA Canada est heureuse d'avoir l'occasion de participer à l'étude sur la haine en ligne menée par le Comité permanent de la justice et des droits de la personne de la Chambre des communes. Nous saluons les efforts et les initiatives du gouvernement du Canada à ce jour qui se sont concentrés sur la lutte contre la haine au Canada, comme le rapport du Comité permanent du patrimoine canadien intitulé *Agir contre le racisme systémique et la discrimination religieuse, y compris l'islamophobie*ⁱ, le Programme d'infrastructure de sécurité de Sécurité publique Canadaⁱⁱ, la prochaine stratégie nationale de lutte contre le racismeⁱⁱⁱ et la présente consultation dans le cadre de l'étude sur la haine en ligne au Canada.

La haine en ligne est une menace pour la santé et le bien-être de nos communautés et de notre démocratie. Selon des estimations récentes, les propos haineux en ligne au Canada ont augmenté de près de 600 %^{iv}. Une étude menée par Léger Marketing pour le compte de l'Association d'études canadiennes a révélé que 60 % des Canadiens ont déclaré avoir vu des propos haineux dans les réseaux sociaux^v.

À YWCA Canada, nous sommes préoccupés par la montée inquiétante de la haine en ligne parce que nous avons constaté les répercussions directes et indirectes qu'elle a eues sur les usagers de nos services, nos bénévoles et notre personnel. Avec 32 associations membres dans l'ensemble du pays, notre organisme est particulièrement bien placé pour fournir une perspective pancanadienne sur la façon dont la haine en ligne se manifeste dans diverses communautés du Canada et la manière dont elle est façonnée par la diversité géographique, économique, linguistique, culturelle, religieuse et raciale du pays.

De plus, en tant que plus important et plus ancien organisme multiservice destiné aux femmes du Canada, nous pouvons fournir une analyse intersectionnelle de l'égalité entre les sexes sur la façon dont la haine en ligne se manifeste dans différentes communautés. En raison des cas manifestes et subtils de sexisme et de misogynie, les femmes, les filles et les personnes non binaires sont particulièrement vulnérables à des formes distinctes de haine en ligne, parfois plus graves et plus virulentes. Nous tenons à partager les leçons que nous avons apprises durant la prestation de services et de programmes sexospécifiques, ainsi que les pratiques prometteuses dont nos associations membres sont le fer de lance dans l'ensemble du pays.

En fin de compte, nous devons nous attaquer de front à la haine en ligne pour créer un monde numérique plus sûr, non seulement pour les femmes, les filles et leurs familles, mais pour nous tous. Les solutions politiques, le financement et les mesures législatives sont particulièrement urgents dans le contexte actuel. En raison du nombre croissant d'attaques terroristes inspirées par la haine en ligne partout dans le monde, comme les récentes fusillades en Nouvelle-Zélande, aux États-Unis et au Canada (pensons à la fusillade à la mosquée de Québec), nous n'avons pas de temps à perdre et nous avons toutes les raisons d'agir dès maintenant pour créer des communautés inclusives pour tous.

Perspective sexospécifique sur la haine en ligne

Depuis 2014, nous nous sommes engagés à lutter contre la haine en ligne par le biais de notre initiative Projet déclic. Ce projet de 30 mois financé par Condition féminine Canada vise à évaluer les besoins, à mobiliser les intervenants et à faciliter l'échange de connaissances sur la cyberviolence faite aux femmes et aux filles^{vi}. Une analyse comparative entre les sexes a été effectuée lors de l'interprétation des résultats de la recherche et des besoins de la communauté. Plusieurs intervenants ont participé au projet, y compris des jeunes femmes et des filles qui utilisent nos services dans les associations membres de YWCA.

Ils ont cerné les principaux défis, obstacles et répercussions de la haine en ligne :

- l'apparence et la sexualisation des femmes;
- la sécurité en ligne et hors ligne;
- la présence de deux poids, deux mesures;
- les différences entre les sexes dans les expériences de cyberviolence;
- l'exploitation sexuelle et le chantage;
- le doxxing;
- la méconnaissance des mécanismes de signalement ou la méfiance envers ces mécanismes;
- le sentiment d'être menacé ou en danger, suffisant pour quitter les plateformes en ligne;
- les répercussions sur la santé mentale.

Une autre conclusion de notre travail dans le cadre du Projet déclic est la nécessité de se doter de solutions systémiques et d'adopter une approche écologique pour lutter contre la haine et la sécurité en ligne visant les jeunes femmes et les filles. Ces constatations se traduiraient par une préoccupation plus générale à l'égard de la haine en ligne et nous proposons des interventions et la prise d'initiatives dans les domaines suivants :

- les lois, les règlements et les politiques régissant la société dans son ensemble;
- les lois, les règlements et les politiques régissant les réseaux sociaux;
- des changements de politiques, de pratiques et de processus des établissements, des écoles et des organismes communautaires;
- des interventions individuelles et communautaires axées sur la prévention, l'éducation, la sensibilisation et la formation professionnelle.

Dans notre travail au sein du Projet déclic, nous avons vu comment la cyberviolence et la haine en ligne s'inscrivent dans le contexte d'une « culture du viol » endémique qui normalise la misogynie, le blâme des victimes et la violence sexospécifique. Lorsque la haine en ligne contre diverses communautés se recoupe avec le genre, elle se situe dans le spectre de la violence sexospécifique. Par exemple, les agresseurs utilisent les réseaux sociaux pour harceler et blesser les femmes musulmanes^{vii, viii, ix}. La haine en ligne n'est qu'un prolongement de la violence sexospécifique et des manifestations d'autres types de haine comme l'islamophobie dans la violence conjugale.

Approche intersectionnelle à l'œuvre : comprendre l'islamophobie sexospécifique

Il faut analyser les répercussions de la haine en ligne du point de vue de l'approche intersectionnelle, car la haine en ligne a des répercussions particulières selon les communautés. Lorsque vous superposez différentes identités avec des perspectives sexospécifiques, l'expérience de la haine en ligne devient plus nuancée et complexe.

Par exemple, dans le cas de la haine en ligne dirigée contre les musulmans, la situation est très différente pour les musulmanes canadiennes. Nous l'avons vu récemment avec l'effusion de haine et de rage contre de jeunes musulmanes canadiennes qui ont récemment participé à un voyage d'apprentissage expérientiel sur l'engagement démocratique à Ottawa, au printemps 2019^{x, xi}.

L'islamophobie sexospécifique se définit comme « les stéréotypes et la discrimination spécifiques auxquels sont confrontées les musulmanes », ce qui peut inclure l'idée fausse que « les musulmanes sont faibles, opprimées, réprimées ou victimes^{xii} ».

Les trousse d'outils qui fournissent des ressources, du soutien et une communauté aux survivantes de la violence islamophobe, comme la trousse Rivers of Hope, sont adaptées aux défis particuliers auxquels font face les musulmanes canadiennes, en particulier celles qui portent le hijab et le niqab^{xiii}, et y répondent. Mise en valeur par Sidrah Ahmad, chercheuse et alliée, et basée sur son projet de maîtrise à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario (IEPO) de l'Université de Toronto, la trousse Rivers of Hope fournit des définitions de l'islamophobie, de l'islamophobie sexospécifique et du racisme anti-Noir, ainsi qu'une liste des différentes formes d'islamophobie sur Internet, notamment des commentaires, des messages, des images et des vidéos qui ciblent les musulmans. La trousse comprend également des stratégies d'intervention auprès des témoins, la façon d'aider les survivantes et des ressources en fonction des diverses options de signalement.

Programmes, services et projets de YWCA

Partout au pays, nos associations membres ainsi que le bureau national de YWCA offrent des programmes, des services et des projets visant à promouvoir l'égalité entre les sexes et à autonomiser les femmes et les filles. Parmi les travaux que nous menons pour lutter contre la haine en ligne, mentionnons les suivants :

- Projet déclic : créer un monde numérique plus sécuritaire pour les jeunes femmes — bureau national d'YWCA Canada;
- campagne de sensibilisation de la Semaine sans violence – YWCA Mondiale et bureau national d'YWCA Canada;
- programme de leadership De grandes idées! Jeunesse en action — bureau national d'YWCA Canada;
- Guide des droits pour les filles, jeunes femmes et jeunes au genre non conforme — bureau national d'YWCA Canada;
- conférences sur le leadership Place aux filles — associations membres d'YWCA de l'ensemble du pays.

Recommandations

1. Intégrer une approche intersectionnelle d'égalité entre les sexes et tenir compte des répercussions sexospécifiques du racisme anti-Noir, du racisme anti-Autochtone, de l'antisémitisme, de l'islamophobie et de la xénophobie dans toute définition de « haine » et de « haine en ligne ».
2. Établir un conseil des normes de modération analogue au Conseil canadien des normes de la radiotélévision pour permettre aux entreprises de réseaux sociaux, à la société civile et à d'autres intervenants pertinents de répondre aux attentes du public et de satisfaire aux exigences gouvernementales en matière de modération du contenu.
3. Élaborer une stratégie nationale canadienne pour faire le suivi des propos haineux en ligne dans le cadre d'une approche intersectionnelle sexospécifique, en prenant comme exemple le modèle de l'initiative Tech against Terrorism (TaT), mandatée par l'ONU.
4. Financer la collaboration entre les organismes communautaires et les plateformes en ligne afin de mettre au point des outils de signalement novateurs qui tiennent compte des expériences et des besoins des membres de la collectivité touchés, ainsi que des outils pour filtrer, éliminer et prévenir la propagation de la haine en ligne.
5. Financer les organismes communautaires qui font la promotion de la prévention de la haine en ligne par la sensibilisation, le renforcement de l'empathie et la création de contre-récits.
6. Financer les organismes communautaires et les établissements d'enseignement pour qu'ils élaborent et exécutent des programmes d'études qui permettent aux communautés touchées de mieux comprendre leurs droits en ligne, ainsi que les compétences et les outils dont elles ont besoin pour signaler efficacement les cas de haine en ligne, d'une manière centrée sur leurs expériences.

Conclusion

L'année 2019 a été particulièrement difficile pour les diverses communautés du Canada en raison de la multiplication des incidents de haine en ligne. Nous souhaitons vivement que l'étude sur la haine en ligne du Comité permanent de la justice et des droits de la personne devienne un tremplin pour la prise de mesures concrètes. Nous encourageons l'adoption d'une approche intersectionnelle dans l'analyse de l'étude. En effet, la discrimination et la violence, en particulier sous forme de haine en ligne, ont des répercussions particulières et nuancées sur les femmes, les filles et les personnes non binaires et nécessitent des interventions ciblées.

YWCA Canada est heureuse d'appuyer le Comité permanent de la justice et des droits de la personne dans son étude sur cette question et se tient prêt à mobiliser son expertise et ses réseaux pour promouvoir des solutions stratégiques, concevoir et offrir des programmes, des services et des interventions ciblés ainsi que faciliter l'échange de connaissances. Nous sommes impatients de collaborer avec le gouvernement du Canada et d'autres intervenants pour promouvoir un monde en ligne juste, sécuritaire et équitable pour nous tous, partout au pays et dans le monde entier.

Références

ⁱ Comité permanent du patrimoine canadien de la Chambre des communes, *Agir contre le racisme systémique et la discrimination religieuse, y compris l'islamophobie*, 2018, récupéré de <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/CHPC/Reports/RP9315686/chpcrp10/chpcrp10-f.pdf>.

ⁱⁱ Sécurité publique Canada, *Programme de financement des projets d'infrastructure de sécurité pour les collectivités à risque (PFPIIS)*, 2019, récupéré de <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/crm-prvntn/fndng-prgrms/scrt-nfrstrctr-prgrm-fr.aspx>.

ⁱⁱⁱ Gouvernement du Canada, *Participer à la discussion : Mobilisation contre le racisme*, 2019, récupéré de <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/campagnes/mobilisation-contre-racisme.html>.

^{iv} *Maclean's*, « Online hate speech in Canada is up 600 percent. What can be done? », 2 novembre 2017, récupéré de <https://www.macleans.ca/politics/online-hate-speech-in-canada-is-up-600-percent-what-can-be-done/>.

^v Scott, Marian, « Most Canadians have seen hate speech on social media: survey », *Montreal Gazette*, 27 janvier 2019, récupéré de <https://montrealgazette.com/news/local-news/hate-speech-targets-muslims>.

^{vi} YWCA Canada, *Projet dé clic — Créer un monde numérique plus sécuritaire pour les jeunes femmes. Évaluation des besoins*, 2015, récupéré de <http://projetdeclic.ca/>.

^{vii} Marsh, S., « Record number of anti-Muslim attacks reported in UK last year », *The Guardian*, 20 juillet 2018, récupéré de <https://www.theguardian.com/uk-news/2018/jul/20/record-number-anti-muslim-attacks-reported-uk-2017>.

^{viii} Conseil national des musulmans canadiens (CNMC), *2017 ODIHR Hate Crime Report*, 2018, <https://www.nccm.ca/wp-content/uploads/2018/11/2017-OSCE-Final-Submission.pdf>.

^{ix} Beal, T. et Akinyemi, J., *Ruqaiya Haris : managing the hate online when you're young, female and Muslim*, 19 février 2019, récupéré de <https://www.bbc.com/news/av/stories-47163530/ruqaiya-haris-managing-the-hate-online-when-you-re-young-female-and-muslim>.

^x Green, M., « This woman asked Trudeau a question about Islamophobia. Then the online hate began », *Star Vancouver*, 17 avril 2019, récupéré de <https://www.thespec.com/news-story/9290986-this-woman-asked-trudeau-about-islamophobia-then-the-online-hate-began/>.

^{xi} Syed, F., « These Daughters of the Vote delegates felt bullied by their peers after they protested Trudeau and Sheer in Parliament », *National Observer*, 8 avril 2019, récupéré de <https://www.nationalobserver.com/2019/04/08/news/these-daughters-vote-delegates-felt-bullied-their-peers-after-they-protested-trudeau>.

^{xii} Rivers of Hope, *Rivers of Hope—Resources, support and community for survivors of Islamophobic violence*, 2019, récupéré de <https://www.riversofhopetoolkit.ca/>.

^{xiii} *Ibid.*